

# ADAPTER LES TRANSFERTS MONÉTAIRES EN FONCTION DE L'INFLATION, DE LA DÉPRÉCIATION ET DE LA VOLATILITÉ ÉCONOMIQUE AU NIGERIA

Juillet 2023



Ce rapport est le résultat des contributions inestimables de nombreuses personnes travaillant avec les transferts monétaires au **Nigeria** et au-delà. Nous voudrions particulièrement remercier les membres du **groupe de travail sur les transferts monétaires du Nigeria** pour leur engagement et leurs riches contributions. Nous sommes extrêmement reconnaissants envers **Victor Lahai (UNOCHA)** et **Mary Sunday (IMMAP)** pour leurs conseils et leurs orientations. Tous deux dirigeaient à l'époque le groupe de travail national sur les transferts monétaires.

Le travail a été entrepris par l'équipe de Neviro, sous la direction de **Vicente Palacios** qui est également l'auteur de ce rapport. L'équipe du CALP Network, sous la supervision de **Mirko Tommasi**, a fourni un soutien technique et examiné le rapport.

**Image de couverture** – Maryam Muhammed, 28 ans, joue avec ses enfants dans leur maison à son retour du centre de distribution du PAM à Anka, dans l'État de Zamfara, au Nigéria, après avoir reçu une aide en transferts monétaires. Le PAM Nigeria poursuit son travail de prévention de la famine en offrant de la nourriture, une prise en charge nutritionnelle et des transferts d'espèces dans le nord-ouest du Nigeria. ©Damilola Onafuwa/PAM. Février 2022

## INTRODUCTION

Ce rapport présente les principaux points des discussions menées avec les parties prenantes au Nigeria afin de déterminer les mesures nécessaires à la mise en œuvre efficace des transferts monétaires au vu de la volatilité économique marquée par une inflation élevée et la dépréciation monétaire. Les recommandations proposées dans ce rapport émanent de vastes consultations menées auprès de nombreux acteurs du Nigeria, de la région et du monde. L'objectif était d'aider les groupes de travail sur les transferts monétaires à s'accorder sur des mesures visant à élaborer des processus clairs et prévisibles pour adapter les transferts d'espèces aux tendances économiques du pays. Les mesures du présent rapport doivent être mises en œuvre à l'échelle du pays.

Bien que ce rapport ait été réalisé pour aider le groupe de travail sur les transferts monétaires dans son rôle de coordinateur, nombre des solutions trouvées nécessitent la participation de différentes parties prenantes, telles que les autorités gouvernementales, les équipes humanitaires pays, les bailleurs de fonds, les organisations et autres agences. Le présent rapport et d'autres rapports analogues concernant quatre autres pays (Burkina Faso, Soudan du Sud, Malawi et Zimbabwe) offrent des exemples aux groupes de travail sur les transferts monétaires qui veulent adapter leurs programmes de transferts d'espèces aux contextes marqués par une inflation élevée et la dépréciation monétaire.

## ANALYSE DE LA SITUATION

Le Nigeria connaît actuellement des taux d'inflation élevés, une rareté des devises, un fort taux de chômage, une augmentation des niveaux d'endettement et le contrecoup de la pandémie de COVID-19. Même si ce pays<sup>1</sup> est la plus grande économie d'Afrique, sa croissance économique a stagné ces dernières années. Ce phénomène a été aggravé par la pire inondation que le pays a connue en 10 ans : en 2022, 3,2 millions de personnes ont été directement touchées par cette catastrophe. Ces dernières années, l'aide humanitaire apportée au Nigeria a été relativement stable, mais la plupart des informateurs/trices clés interrogés prévoient une diminution des financements en 2023. Ces dernières années, la majeure partie des financements (soit 34 % en 2022) ont été attribués à la sécurité alimentaire.

En 2022, le taux d'inflation annuel au Nigeria était de 22 %<sup>2</sup>, contre 17 % en 2021 et 13,2 % en 2020<sup>3</sup>. Il est nettement supérieur au taux cible annuel de 11,5 % de la Central Bank of Nigeria qui souhaite voir ce taux se stabiliser<sup>4</sup>. Le taux d'inflation élevé a eu plusieurs effets négatifs sur l'économie nigérienne, comme la réduction du pouvoir d'achat des personnes et l'affaiblissement de la valeur de l'épargne. Il a également entraîné une hausse des taux d'intérêt, ce qui a rendu les emprunts plus coûteux et a ralenti la croissance économique.

---

<sup>1</sup> Les organisations humanitaires ont déclaré à FTS des fonds s'élevant à 770 millions de dollars USD en 2019, 815 millions de dollars USD en 2020, 814 millions de dollars USD en 2021 et 850 millions de dollars USD en 2022. <https://fts.unocha.org/countries/163/summary/2022>

<sup>2</sup> Central Bank of Nigeria <https://www.cbn.gov.ng/rates/inflrates.asp>

<sup>3</sup> Données La Banque mondiale <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG?locations=NG>

<sup>4</sup> Central Bank of Nigeria <https://www.cbn.gov.ng/MonetaryPolicy/Conduct.asp>

L'écart entre le taux du marché officiel et celui du marché informel s'est grandement amplifié en 2022, passant d'une quasi-parité<sup>5</sup> au début de l'année à une différence de 68 %<sup>6</sup> à la fin de la même année. Selon le taux officiel, le naira ne s'est déprécié que de 9 % par rapport au dollar USD en 2022. Sur le marché noir parallèle, le naira s'est cependant déprécié de 79 % par rapport au dollar USD. En plus d'avoir réduit le pouvoir d'achat, l'écart croissant entre les taux officiels et ceux du marché noir parallèle a également réduit la rentabilité des transferts d'espèces. Dans le passé, les acteurs des transferts d'espèces qui administraient des budgets dans des monnaies fortes pouvaient compenser la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation et à la dépréciation monétaire en réaffectant les gains de change. Actuellement, les acteurs des transferts d'espèces ont l'obligation de n'utiliser que les taux de change officiels, ce qui a des conséquences importantes sur les acteurs du secteur humanitaire.

Afin de juguler l'inflation et de maîtriser l'argent liquide circulant en dehors du système bancaire avant l'élection présidentielle, le Nigeria a entrepris une refonte des billets de banque fin 2022. Les Nigérien-es ne disposaient que de deux mois pour échanger leur naira contre les nouveaux billets. Pour un pays dont plus de 85 % des billets de banque sont en dehors du système bancaire, où 40 % de la population n'a pas de compte bancaire et où il n'y a que 4,5 agences bancaires pour 100 000 adultes, cette période était trop courte selon le Fonds monétaire international<sup>7</sup>. Parallèlement à la refonte des billets, le Nigeria a mis en œuvre des politiques strictes en matière de retrait d'argent. L'objectif de ces deux changements interdépendants était de faire évoluer le pays vers une économie sans numéraire. Cependant, ce resserrement monétaire a entraîné des difficultés et des protestations généralisées, en particulier parmi les personnes travaillant dans l'économie informelle qui dépend de l'argent liquide et parmi les citoyen·nes qui vivent dans les zones rurales.

En mars 2023, la Cour suprême du Nigeria a déclaré que les anciens billets de banque du pays garderaient cours légal et seraient utilisés en même temps que la nouvelle monnaie naira jusqu'à la fin de l'année 2023. Elle a également déclaré que la mise en œuvre par le gouvernement nigérian du système sans numéraire et de la stratégie de refonte du naira constituait une violation de la constitution du pays. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'impact réel de la nouvelle décision n'est pas clair.

Avant la refonte de la monnaie, les limites hebdomadaires de retrait au guichet pour les particuliers et les entreprises étaient respectivement de 100 000 et 500 000 nairas. Les limites de retrait d'espèces, tous canaux confondus, ont été relevées après le 21 décembre à 500 000 et 5 000 000 nairas pour les particuliers et les entreprises, respectivement. Il y a toutefois d'importants problèmes de liquidité. La limitation des retraits d'espèces et la refonte des billets de banque ont eu une incidence significative sur les acteurs qui utilisent les transferts d'espèces au Nigeria. La plupart des transferts d'espèces ont été interrompus en janvier et février à cause de ces deux politiques.

Selon la plupart des informateurs/trices clés interrogé-es, le Nigeria n'est toujours pas prêt à passer à une société sans numéraire ni à réduire de manière significative l'utilisation de l'argent liquide, en particulier dans les zones rurales. Dans les zones urbaines, la couverture des réseaux de télécommunications est bonne. En revanche, les services réseau dans les zones rurales sont soit

<sup>5</sup> 435 ₦ pour 1 \$ sur le marché parallèle contre 411 ₦ pour 1 \$ sur le marché officiel au 1er janvier 2022

<sup>6</sup> 754 ₦ pour 1 \$ sur le marché parallèle contre 447,58 ₦ pour 1 \$ sur le marché officiel au 1er janvier 2023

<sup>7</sup> <https://www.nasdaq.com/articles/imf-says-nigeria-should-consider-extending-banknote-swap-deadline>

médiocres, soit inexistant<sup>8</sup>. La couverture des prestataires de services financiers (PSF) reste faible. Les niveaux d'inclusion et de connaissances financières des bénéficiaires des programmes dans les États de Borno, Yobe et Adamawa<sup>9</sup> sont faibles.

## ANALYSE DES OPTIONS DE RÉPONSE

Au Nigeria, les acteurs qui utilisent les transferts d'espèces sont principalement préoccupés par la hausse des prix des denrées alimentaires et le manque de liquidités. Les bénéficiaires des transferts d'espèces ont indiqué que les transferts dont elles et ils bénéficient répondent à leurs besoins fondamentaux, mais qu'ils sont insuffisants compte tenu de l'inflation et de la dépréciation monétaire actuelles<sup>10</sup>. Alors que certaines organisations ont augmenté d'elles-mêmes le panier de dépenses minimum et la valeur de transfert, les valeurs de transfert étaient insuffisantes par rapport à la récente baisse du pouvoir d'achat, selon nombre d'informateurs/trices clés.

De nombreuses organisations humanitaires qui distribuent des transferts monétaires dans le pays préfèrent toujours utiliser des coupons<sup>11</sup>. Les coupons à valeur monétaire ont été protégés des récents problèmes de liquidité, mais pas de l'inflation ni de la dévaluation.

Les organisations utilisent également d'autres solutions comme les transferts de groupe et les transferts groupés au début des programmes. Lors de la détermination des valeurs de transfert, certaines organisations ont également pris en compte les frais d'échange ou de transport, ou les participants, et ont augmenté la valeur de transfert.

La majeure partie de l'aide humanitaire est affectée aux États ruraux de Borno, Yobe et Adamawa, touchés par des inondations et des conflits armés. Dans ces régions, les infrastructures sont sous-développées et la dépendance à l'égard de la monnaie physique est excessive. Bien qu'il n'y ait pas beaucoup de possibilités pour la distribution des transferts d'espèces dans les États de Borno, Yobe et Adamawa, certains acteurs ont testé d'autres méthodes de distribution, telles que les comptes bancaires, les cartes à puce et les paiements directs aux fournisseurs.

## OPTIONS DE RÉPONSE ET RECOMMANDATIONS

Les chercheurs et chercheuses proposent les recommandations suivantes fondées sur les bonnes pratiques au niveau global et l'analyse documentaire.

---

<sup>8</sup> Selon la Nigerian Communications Commission, un tiers des Nigerian-es vivaient dans des zones où l'accès aux services de télécommunications était faible ou inexistant en 2022.

<https://medialandscapes.org/country/nigeria/telecommunications/mobile-coverage>

<sup>9</sup> Borno, Yobe et Adamawa sont les trois États du nord-est du Nigeria les plus touchés par les conflits et la crise du lac Tchad.

<sup>10</sup> Cash Barometer, Ground Truth Solutions [https://reliefweb.int/attachments/6d1112af-3ae8-473e-90f1-e2e5af965331/GTS\\_Nigeria\\_CashBarometer\\_December\\_2022\\_en.pdf](https://reliefweb.int/attachments/6d1112af-3ae8-473e-90f1-e2e5af965331/GTS_Nigeria_CashBarometer_December_2022_en.pdf)

<sup>11</sup> Selon les informateurs/trices clés, environ 80 % des transferts monétaires sont distribués sous la forme de coupons électroniques et de cartes à puce en circuit fermé. Les 20 % restants sont distribués par le biais de virements bancaires, d'argent mobile et d'agents de transfert.

## PRINCIPES DE DÉTERMINATION DE LA RÉPONSE

**Même dans un contexte de forte volatilité économique, les acteurs des transferts monétaires devraient continuer à donner la priorité aux distributions de transferts d'espèces à usages multiples plutôt qu'aux coupons et à l'assistance en nature, là où les marchés fonctionnent.**

Bien que l'utilisation de coupons se soit avérée bénéfique au cours des premiers mois de la crise de liquidité, **les acteurs des transferts monétaires devraient envisager de s'orienter vers des transferts d'espèces à usages multiples lorsque la situation se sera normalisée.** Les transferts d'espèces à usages multiples offrent une plus grande liberté, préservent la dignité des bénéficiaires et renforcent davantage les marchés locaux que les programmes actuels à grande échelle basés sur des coupons.

**Le panier de dépenses minimum doit être régulièrement revu et la valeur de transfert doit être ajustée afin de maintenir le pouvoir d'achat et de lutter contre l'inflation et/ou la dépréciation monétaire**<sup>12</sup>. Pour mettre en œuvre cette mesure, il est possible de réaffecter les gains de change<sup>13</sup> provenant des économies de budget, et d'obtenir ou de négocier un taux de change plus avantageux ou préférentiel pour les acteurs humanitaires. Les acteurs qui font des transferts d'espèces peuvent négocier collectivement des taux de change plus favorables avec le gouvernement ou la Central Bank, ou obtenir des taux de change plus compétitifs en s'approvisionnant en devises locales sur le marché des changes. Quand l'inflation et la dépréciation monétaire dépassent les gains de change, les acteurs qui utilisent les transferts d'espèces doivent négocier des financements souples supplémentaires auprès des bailleurs de fonds pour couvrir l'augmentation de la valeur de transfert, ou réduire le nombre de dossiers (voir ci-dessous le dilemme entre « profondeur » et « étendue »).

**Le versement de paiements complémentaires et de paiements forfaitaires** constitue une bonne solution quand les acteurs qui utilisent les transferts d'espèces doivent effectuer une harmonisation avec les valeurs de transfert fournies par la protection sociale et le gouvernement. Dans les cas où la révision du panier de dépenses minimum prend beaucoup de temps, les acteurs qui font des transferts d'espèces peuvent verser un paiement complémentaire ou un paiement forfaitaire en guise de mesure provisoire. Dans certains cas, la nécessité d'harmoniser les valeurs de transfert avec les programmes de protection sociale a limité la possibilité d'augmenter les valeurs de transfert aussi souvent que nécessaire pour maintenir le pouvoir d'achat.

**Paiements électroniques, argent mobile ou coupons.** En cas de problèmes de liquidité, les acteurs des transferts monétaires devraient donner la priorité aux transferts électroniques ou à l'argent mobile, bien que cela soit conditionné à la disponibilité des paiements électroniques et de l'infrastructure des réseaux de téléphonie mobile, ainsi qu'aux connaissances financières. Parmi les autres mesures d'adaptation en cas de problèmes de liquidité dans les régions où les paiements électroniques ne sont pas possibles, on peut citer l'utilisation de coupons et, de préférence, les coupons à valeur monétaire.

---

<sup>12</sup> Calculer le panier de dépenses minimum : un guide des meilleures pratiques  
<https://www.calpnetwork.org/fr/publication/calculer-le-panier-de-depenses-minimum-un-guide-des-meilleures-pratiques-2/>

<sup>13</sup> Dans ce contexte, les gains de change désignent les économies réalisées à la fin du projet du fait de la dépréciation de la monnaie locale par rapport à la monnaie du projet.

**L'assistance en nature présente des coûts de fonctionnement très élevés, offre un rapport coût-efficacité moins intéressant<sup>14</sup> et nécessite une grande flexibilité organisationnelle pour passer d'une modalité à l'autre.** En général, l'inflation et la dépréciation monétaire ne justifient pas le passage à l'assistance en nature. Toutefois, dans les cas où toutes les autres mesures ont été testées, en particulier dans ceux où la différence entre les taux de change officiels et parallèles est très importante ou lorsque les marchés ne fonctionnent pas, il est possible de fournir une assistance en nature. Les acteurs des transferts d'espèces devraient disposer d'un plan clair pour le retour aux transferts d'espèces en fonction de seuils établis.

Pour préserver le pouvoir d'achat, la distribution d'une devise forte reste l'une des meilleures mesures. Elle reste toutefois controversée dans de nombreux pays où elle est fortement réglementée par le gouvernement et n'est pas autorisée, comme c'est le cas au Nigeria.

## RECOMMANDATIONS AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES TRANSFERTS MONÉTAIRES ET AUX ACTEURS DES TRANSFERTS D'ESPÈCES, À ÉTUDIER EN INTERNE

**Dilemme entre « profondeur » et « étendue »<sup>15</sup>** : le groupe de travail sur les transferts monétaires et les acteurs des transferts d'espèces au Nigeria doivent réfléchir à la manière d'aider efficacement les personnes les plus vulnérables, compte tenu de l'écart croissant entre les taux de change des marchés officiels et parallèles, et de la nécessité d'augmenter les valeurs de transfert. Selon OCHA, bien que l'accès s'améliore, la situation humanitaire se dégrade. En outre, les organisations humanitaires peuvent désormais atteindre des populations auparavant inaccessibles qui ont des besoins plus importants. Il est nécessaire de mener d'autres recherches et de parvenir à un accord sur un cadre commun qui tienne compte de l'inflation/la dépréciation actuelle et des taux du marché parallèle. Les acteurs qui utilisent les transferts d'espèces doivent tenir compte du fait que s'ils augmentent la valeur de transfert, ils aideront essentiellement moins de participant-es si le niveau de financement reste identique. En revanche, si les acteurs des transferts d'espèces décident de maintenir la même valeur de transfert et de ne pas l'ajuster en fonction de l'inflation, ils pourraient être en mesure d'aider d'autres participant-es par le biais d'une expansion horizontale du programme, lorsqu'ils enregistrent des gains de change résultant de la dépréciation monétaire (si le budget est dans une devise forte) ou qu'ils peuvent bénéficier d'un financement plus important.

Si l'on décide de ne pas augmenter les valeurs de transfert en fonction de l'inflation/la dépréciation afin de continuer à aider le même nombre de bénéficiaires, il est essentiel de suivre et de reconnaître l'écart entre le panier de dépenses minimum et la valeur de transfert. Ce faisant, les acteurs et les bailleurs de fonds restent conscients que les bénéficiaires ne sont pas en mesure de subvenir à tous leurs besoins essentiels et, quand les conditions le permettent, augmentent les valeurs de transfert pour couvrir un pourcentage plus élevé du panier de dépenses minimum.

---

<sup>14</sup> <https://www.wfp.org/publications/cash-and-kind-transfers-humanitarian-settings-review-evidence-and-knowledge-gaps>

<sup>15</sup> Dans le cadre de l'aide humanitaire, la *profondeur* fait référence au montant de l'aide apportée à chaque bénéficiaire du programme et l'*étendue* au nombre de personnes aidées. Dans le contexte du secteur des transferts d'espèces au Nigeria, cela suppose d'appliquer une valeur de transfert plus élevée qui couvrira une plus grande partie du panier de dépenses minimum à un nombre inférieur de bénéficiaires, plutôt que de maintenir la valeur de transfert pour un plus grand nombre de bénéficiaires.

**Les acteurs des transferts d'espèces et les groupes de travail sur les transferts monétaires devraient élaborer des plans d'urgence et d'anticipation pour les changements économiques ou politiques à venir.** Le groupe de travail sur les transferts monétaires et ses membres doivent être dotés des moyens nécessaires pour s'adapter à l'évolution des conditions de l'inflation et de la dépréciation monétaire. Des mécanismes, des processus et des plateformes de distribution doivent être mis en place pour préserver le pouvoir d'achat des bénéficiaires. **Les acteurs devraient inclure un continuum de mesures qui tiennent compte des tendances à long terme, et mettre en place des plans de préparation et d'urgence pour se préparer à la volatilité économique.**

L'adaptation à l'inflation et à la dépréciation monétaire ne doit pas être un événement ponctuel. **Le groupe de travail sur les transferts monétaires doit donc disposer de processus décisionnels clairs décrits dans les procédures opérationnelles normalisées, qui détaillent les procédures à suivre pour parvenir à un accord sur les ajustements du panier de dépenses minimum, ainsi que de la valeur de transfert**<sup>16</sup>. Les procédures opérationnelles normalisées devraient comprendre différents scénarios et des propositions de stratégies communes, des critères et des seuils convenus qui devraient alimenter la discussion au sein du groupe de travail sur les transferts monétaires, ainsi qu'une note d'orientation détaillée sur le processus de révision. **En cas de baisse importante du pouvoir d'achat**<sup>17</sup>, le groupe de travail doit se réunir et discuter avec ses membres. La procédure opérationnelle normalisée doit également proposer un calendrier pour la mise en œuvre de la nouvelle valeur de transfert<sup>18</sup>.

**Certaines organisations tiennent compte des frais de point de vente, des frais d'échange et des frais de transport dans la valeur de transfert,** pour compenser partiellement les effets de l'inflation et de dépréciation des nouvelles modalités ou des nouveaux mécanismes de transfert, ainsi que les coûts supplémentaires qui en résultent. Cette stratégie devrait être mise en œuvre de façon plus générale, en particulier lorsque les modalités changent<sup>19</sup>. Bien que cela ne puisse compenser que partiellement l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat, cela pourrait réduire la pression exercée par le changement.

**On peut envisager de verser des compléments pour toutes les interventions génératrices de revenus en fonction du panier de dépenses minimum.** Les informateurs/trices clés ont indiqué que certain-es bénéficiaires des programmes d'aide aux moyens de subsistance ont eu recours à l'assistance génératrice de revenus pour couvrir leurs besoins essentiels. En cas d'inclusion des ménages vulnérables dans des activités génératrices de revenus, le coût du panier de dépenses minimum doit être pris en compte dans le montant total transféré.

---

<sup>16</sup> Pour en savoir plus sur les outils pratiques d'aide à la prise de décision sur le panier de dépenses minimum, veuillez accéder à la page [MEB UN-GUIDE-DES-MEILLEURES-PRATIQUES.pdf \(calpnetwork.org\)](https://calpnetwork.org/MEB_UN-GUIDE-DES-MEILLEURES-PRATIQUES.pdf)

<sup>17</sup> Les auteurs recommandent un seuil de 20 % à 25 % de réduction du pouvoir d'achat. Le PAM a fixé un seuil de 15 % pour entamer des discussions internes sur les valeurs de transfert.

<sup>18</sup> Selon les informateurs/trices clés, étant donné qu'une révision standard du panier de dépenses minimum est un processus de longue haleine impliquant de nombreuses parties prenantes, il n'est pas réaliste d'envisager d'effectuer plus d'une ou deux révisions par an. Néanmoins, avec les bons mécanismes en place, les valeurs de transfert peuvent être révisées une fois par trimestre si l'inflation/la dépréciation affaiblit rapidement le pouvoir d'achat.

<sup>19</sup> Quand l'assistance aux personnes réfugiées camerounaises est passée d'une assistance en nature au transfert d'espèces à usages multiples en 2022, le HCR a inclus dans leurs droits une indemnité de retrait et pour d'autres coûts.



**Les exercices communs de suivi du marché devraient inclure des analyses prévisionnelles**, car le panier de dépenses minimum ne repose que sur une situation instantanée actuelle du marché. Le suivi du marché devrait comprendre une analyse des prévisions et des tendances pour calculer les valeurs de transfert en fonction de scénarios d'avenir possibles. Cela pourrait être également utile pour la budgétisation et le plaidoyer auprès des bailleurs de fonds. En outre, cela pourrait permettre de réduire la fréquence des révisions dans les cas où le taux d'inflation est très élevé. Les groupes de travail nigériens sur les transferts monétaires devraient mettre au point des procédures opérationnelles normalisées pour les exercices communs de suivi du marché et le partage des informations.

**Continuer à surveiller les préférences des bénéficiaires.** Les groupes de travail sur les transferts monétaires et leurs membres devraient continuer à surveiller les préférences des bénéficiaires des programmes. Sous l'influence de facteurs externes, les besoins et les préférences des bénéficiaires des transferts monétaires varieront, et il est nécessaire d'adapter les transferts monétaires pour tenir compte de ces différences. En outre, les préférences des bénéficiaires des programmes doivent être adaptées au contexte<sup>20</sup>, même si les personnes sont souvent réticentes au changement en raison des risques qu'elles perçoivent pour leurs droits<sup>21</sup>.

Les préférences des bénéficiaires des programmes constituent un baromètre idéal pour évaluer la situation. Le fait que les bénéficiaires demandent une assistance en nature est un excellent indicateur du manque de liens entre la valeur du transfert et le panier de dépenses. Les points de vue et les expériences des bénéficiaires sont également indispensables à l'évaluation de l'efficacité des différents mécanismes.

**Inclure des initiatives d'éducation financière et d'inclusion financière dans les programmes avec modalité transferts d'espèces.** L'accès des bénéficiaires des programmes aux instruments financiers renforce la résilience des initiatives de transferts d'espèces. Dans une économie caractérisée par une inflation et une dépréciation élevées, la plupart des bénéficiaires dépenseront ou encaisseront immédiatement l'aide. Toutefois, en cas de crise ou de changement soudain de politique, il est plus facile de changer de mécanisme quand les bénéficiaires des programmes possèdent davantage de connaissances financières et sont familiers avec les mécanismes de paiement électronique.

## RECOMMANDATIONS AUX GROUPES DE TRAVAIL SUR LES TRANSFERTS MONÉTAIRES ET AUX ACTEURS DES TRANSFERTS D'ESPÈCES CONCERNANT LES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES EXTERNES

**Plaider pour des taux de change préférentiels et rechercher le meilleur taux possible.** L'obtention d'un taux de change préférentiel est un processus long et difficile. Cependant, dans d'autres interventions humanitaires comme au Soudan du Sud, les organisations qui distribuent des

---

<sup>20</sup> [Préférences de modalité : Des choix mal informés nous mènent-ils dans la mauvaise direction ? - The CALP Network](#)

<sup>21</sup> Étude des bonnes pratiques en matière d'assistance monétaire dans des contextes d'inflation et de dépréciation monétaires élevées <https://www.calpnetwork.org/fr/publication/good-practice-review-on-cash-assistance-in-contextsof-high-inflation-and-depreciation/>

transferts d'espèces ont pu obtenir des taux de change préférentiels<sup>22</sup>he comment. Could you please explain. En attendant, les acteurs des transferts d'espèces devraient chercher des moyens d'obtenir les meilleurs taux possibles dans les limites de la loi<sup>23</sup> et de réduire les pertes de change en effectuant plus fréquemment des transferts depuis leur siège.

**Les bailleurs de fonds devraient exiger des acteurs des transferts d'espèces qu'ils harmonisent leurs valeurs de transfert.** Au Nigeria, cela n'a pas été fait, ce qui favorise l'iniquité de l'accès à l'aide humanitaire, car les participant-es peuvent bénéficier de valeurs de transfert différentes selon les organisations. Tous les partenaires humanitaires devraient utiliser les valeurs de transfert définies par les groupes de travail sur les transferts monétaires, et les bailleurs de fonds devraient imposer l'utilisation de valeurs de transfert communes<sup>24</sup>. Ceci est particulièrement important dans un contexte d'inflation élevée et de dépréciation monétaire, où les organisations pourraient être tentées d'augmenter unilatéralement les valeurs de transfert.

**Organiser les différents mécanismes et modalités au sein des groupes de travail sur les transferts monétaires.** Comme l'a montré la récente crise de liquidité, les acteurs des transferts d'espèces au Nigeria n'ont pas été en mesure de modifier les modalités en temps opportun au cours des premiers mois de 2023. Ainsi, la plupart des organisations ont dû interrompre les transactions en espèces en janvier et en février. Les acteurs des transferts d'espèces devraient commencer à répertorier les différentes modalités et les différents mécanismes de distribution des transferts d'espèces disponibles au Nigeria<sup>25</sup>. Il est recommandé de conclure des accords permanents avec divers prestataires de services financiers et fournisseurs, afin de permettre aux acteurs des transferts monétaires de modifier rapidement les modalités ou les mécanismes en fonction des préférences des participant-es. Cette mesure pourrait préserver le pouvoir d'achat en cas de changement rapide de la législation ou de l'environnement économique. Les acteurs des transferts d'espèces devraient chercher collectivement d'autres possibilités pour l'encaissement des transferts d'espèces, telles que les codes QR, les cartes prépayées et les transferts aux fournisseurs, afin de réduire au maximum l'utilisation de billets de banque.

Dans les zones rurales, la grande dépendance à l'égard de l'argent physique et le manque d'infrastructures pour les paiements électroniques constituent des obstacles importants, mais dans les zones urbaines et semi-urbaines, il convient d'étudier de nouveaux mécanismes de distribution qui ne nécessitent pas d'encaissement.

---

<sup>22</sup> Taux de change préférentiel de l'ONU.

<sup>23</sup> Les informateurs/trices clés ont fait état de taux de change variables selon l'étape à laquelle le change est effectué. Elles/ils ont indiqué des différences, par exemple, selon que le change est effectué par la banque émettrice, la banque intermédiaire ou la banque réceptrice. Dans d'autres cas comme au Malawi, les banques de transfert de fonds sont en mesure d'offrir de meilleurs taux de change que les banques commerciales grâce à leurs bureaux de change.

<sup>24</sup> En cas de gains résultant d'un taux de change élevé (devise forte), les organisations devraient chercher à augmenter le nombre de bénéficiaires plutôt que la valeur du transfert si cela n'a pas été convenu au sein du groupe de travail sur les transferts monétaires.

<sup>25</sup> La manière la plus efficace de collecter des informations sur les prestataires de services financiers est d'organiser une enquête à distance, c'est-à-dire de demander aux PSF de répondre à un questionnaire standard afin d'obtenir des informations sur la couverture, les méthodes de distribution, l'accès aux liquidités, les frais, etc. À cette fin, il est également possible de les inviter au groupe de travail sur les transferts monétaires ou de mener des entretiens avec des informateurs/trices clés.

## MÉTHODOLOGIE

Les chercheurs et chercheuses ont utilisé des approches participatives pour veiller à ce que les perspectives et réflexions de toutes les parties prenantes clés soient prises en compte. La collecte de données primaires a été réalisée principalement par le biais d'entretiens avec des acteurs des transferts monétaires. Au total, les consultant·es ont interrogé 16 informateurs/trices clés, dont les leads, les membres des groupes de travail sur les transferts monétaires, les représentant·es des bailleurs de fonds, des ONG internationales, du secteur de la sécurité alimentaire, des agences des Nations Unies et des prestataires de services financiers. Aucun·e bénéficiaire des transferts monétaires n'a été interrogé·e.

Les chercheurs et chercheuses ont organisé un atelier d'une demi-journée avec plus de quarante participant·es. L'objectif de cet atelier était de discuter des défis liés à la mise en œuvre des transferts d'espèces dans un contexte de forte volatilité économique, des options de réponse actuelles, des mesures d'atténuation et d'un plan d'action commun pour relever les défis.

## ANNEXE : PROPOSITION DE PLAN D'ACTION POUR LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LES TRANSFERTS MONÉTAIRES

Un plan d'action a été mis au point et approuvé lors de l'atelier d'une demi-journée organisé par les chercheurs et chercheuses en collaboration avec les responsables du groupe de travail sur les transferts monétaires. Les mesures sont classées selon les résultats de l'exercice de priorisation de l'atelier qui a été réalisé par le biais d'un sondage et les avis exprimés lors des entretiens avec les informateurs/trices clés.

### MESURES PRIORITAIRES I

**Inviter les prestataires de services financiers à participer au groupe de travail sur les transferts monétaires et à présenter leurs solutions au problème de liquidité.**

Au Nigeria, de nombreux prestataires de services financiers, d'agents de distribution d'argent et de fournisseurs peuvent distribuer des transferts d'espèces aux bénéficiaires des programmes. Il s'agit par exemple des banques traditionnelles, des microfinances, des services de paiement, des agents de transfert de fonds, des services de transfert de fonds, des start-ups spécialisées dans l'argent mobile, des agents de paiement électronique et des opérateurs de réseau mobile. Le groupe de travail sur les transferts monétaires devrait inviter les principaux prestataires de services financiers à ses réunions afin qu'ils présentent la manière dont leurs diverses solutions peuvent être adaptées aux transferts d'espèces humanitaires.

**S'accorder sur les éléments déclencheurs et la fréquence des révisions du panier de dépenses minimum. Mettre en place un processus décisionnel clair pour l'ajustement des taux de transfert (procédure opérationnelle normalisée).**

- Traditionnellement, le groupe de travail sur les transferts monétaires du Nigeria met à jour le panier de dépenses minimum et les valeurs de transfert tous les ans. La révision du panier de dépenses minimum et des valeurs de transfert est une procédure laborieuse à laquelle participent au moins quatre groupes. Un groupe de travail travaille actuellement à la nouvelle version de 2023. Avec l'augmentation de l'inflation et de la dévaluation, il est possible qu'une révision annuelle ne suffise pas à maintenir le pouvoir d'achat.
- Mettre au point un processus décisionnel décrit dans une procédure opérationnelle normalisée qui détaille les procédures à suivre pour parvenir à un accord sur les ajustements du panier de dépenses minimum et de la valeur de transfert.
- Le groupe de travail sur les transferts monétaires devrait mettre en œuvre un système de suivi de l'inflation et de la dépréciation pour réviser la valeur de transfert sans déclencher de processus de révision généralisé du panier de dépenses minimum<sup>26</sup>. Dès que le seuil

---

<sup>26</sup> Des organisations, telles que le PAM, ont mis en place des mécanismes liés à l'inflation qui déclenchent des discussions internes sur l'augmentation des valeurs de transfert en cas de perte du pouvoir d'achat supérieure

convenu de dégradation du pouvoir d'achat est atteint en raison de l'inflation ou de la dépréciation, ce système doit être déclenché et le groupe de travail doit réviser la valeur de transfert de manière indépendante.

## MESURES PRIORITAIRES 2

### **Discuter collectivement avec les bailleurs de fonds pour accroître la souplesse des modalités et de la valeur de transfert.**

- Les bailleurs de fonds interrogés lors des entretiens avec les informateurs/trices clés n'ont pas prescrit de modalités particulières ou ont plaidé en faveur d'une approche souple des modalités de transfert, la priorité devant toutefois être donnée aux transferts d'espèces à usages multiples dans la mesure du possible.
- Le groupe de travail sur les transferts monétaires devrait plaider collectivement pour que la souplesse des modalités et des mécanismes de distribution soit incorporée dans les subventions des transferts d'espèces au stade de la proposition. Cette souplesse doit faciliter le passage d'une modalité de transfert à une autre, de manière à obtenir une utilisation optimale des ressources et à protéger les bénéficiaires de l'inflation et de la dépréciation monétaire. Au Nigeria, il est nécessaire de mener d'autres recherches pour déterminer les préférences des bénéficiaires et la modalité qui répond le mieux à leurs besoins.

### **Collaborer et/ou négocier conjointement avec les prestataires de services financiers pour obtenir de meilleurs taux et conditions.**

- Pour lutter contre l'inflation et la dépréciation, le groupe de travail sur les transferts monétaires devrait recenser toutes les solutions proposées par les PSF, y compris les coûts de transaction, les exigences en matière de connaissance de la clientèle, la couverture et les options d'encaissement. Cet exercice sera particulièrement utile pour les organisations locales ou plus petites qui disposent de moins de capacités pour effectuer leur propre recensement des PSF.
- Au Nigeria, les frais payés aux PSF et aux fournisseurs représentent une part importante du coût total des programmes de transferts d'espèces. Collectivement, la négociation avec les PSF au niveau des consortiums ou des groupes de travail sur les transferts monétaires pourrait réduire ces frais, ce qui permettrait d'octroyer davantage de fonds aux bénéficiaires.

### **Plaider en faveur de l'amélioration du suivi des prix et de l'analyse du contexte/du marché.**

- D'après les informateurs/trices clés, plusieurs organisations effectuent un suivi des prix pour orienter leurs activités. Seul le Réseau du système d'alerte précoce contre la famine publie actuellement un rapport mensuel sur le suivi des prix des denrées alimentaires au Nigeria. Depuis septembre 2022, l'initiative commune de suivi des marchés a cessé de faire part de ses comptes rendus. Pour mieux comprendre la situation du pays, il est nécessaire

---

à 15 %. Réfléchissez à mettre en œuvre des mécanismes de déclenchement similaires au sein du groupe de travail sur les transferts monétaires afin d'évaluer les valeurs de transfert plus régulièrement.

d'effectuer collectivement un suivi régulier des prix et d'en faire part à la communauté humanitaire. Le groupe de travail sur les transferts monétaires devrait plaider en faveur de la poursuite et du renforcement du suivi des prix des produits de première nécessité.

**Poursuivre le travail auprès des nouvelles autorités de réglementation.**

- Les récentes élections pourraient entraîner des changements au sein des autorités de réglementation. Cartographiez les parties prenantes et tout particulièrement les haut-es fonctionnaires pour nouer des relations plus ciblées. La cartographie des parties prenantes doit tenir compte des limites de l'influence des organisations humanitaires sur la politique monétaire générale et trouver un équilibre entre la prise de décisions, l'influence et la capacité à représenter activement le groupe de travail sur les transferts monétaires.
- Produire de brèves notes d'information à l'intention des principaux/ales représentant-es du gouvernement et les sensibiliser à la réponse actuelle et aux défis qu'elle pose.
- Inviter les représentant-es du gouvernement à des séances spéciales du groupe de travail sur les transferts monétaires afin de discuter des questions pertinentes.

### MESURES PRIORITAIRES 3

**Continuer à aborder les questions de liquidités avec l'équipe humanitaire pays.**

Les problèmes de liquidité actuels ont un impact important sur les régions du pays les moins avancées sur le plan numérique, les zones rurales et les zones de conflit. Ils influencent également le programme de protection sociale puisque les bénéficiaires signalent des problèmes pour encaisser leurs argent. Selon les informateurs/trices clés, la communauté humanitaire n'a qu'une influence limitée sur le manque de liquidités. Toutefois, il est nécessaire de rechercher en permanence de nouvelles solutions. L'équipe humanitaire pays organise des séances spécifiques sur les liquidités : les acteurs des transferts d'espèces devraient y aborder, en plus des problèmes de liquidités, d'autres problèmes d'ordre vital pour la communauté nigériane des transferts d'espèces.